



Réaction à la lettre du DG du 10 octobre

Estimant nécessaire une expression auprès des agents après plus de deux mois de silence absolu, le directeur général a -une fois de plus- voulu rassurer ses troupes, mais en n'apportant pratiquement aucune information nouvelle il accrédite en fait l'impression qu'un grand flou s'est installé sur les divers projets de restructuration et que rien n'avance facilement.

La lettre du 10 octobre est avant tout un rappel volontariste des étapes de la fusion, mais comment croire que tout sera bouclé d'ici 2012 quand on sait déjà que pratiquement aucune préfiguration n'a vraiment commencé ?

Cette lettre constitue aussi un signal pour assurer que le prétendu « plan social d'accompagnement » est totalement et définitivement bouclé, qu'il n'y aura ni complément d'IMT au-delà des 29,17 € par mois, ni réouverture de discussions sur l'architecture des régimes indemnitaires, toutes choses que l'Union SNUI-SUD Trésor n'est pourtant pas prête d'abandonner.

Enfin sur les règles de vie professionnelle au quotidien et sur les « règles statutaires » le directeur général insiste sur le fait que les divers changements (pas encore totalement calibrés après les réunions des 29, 30 septembre) ne s'appliqueront que dans les zones effectives de fusion, là où les agents de l'ex-DGCP et de l'ex-DGI travaillent ensemble dans un même service (SIP ou DLU). Cette position minimaliste a du bon et du moins bon. Du bon pour garantir les agents de tout changement brutal de statut (mais la période d'unification est annoncée pour 2010 au pire). Du moins bon car des avancées sur le temps de travail pourraient bénéficier à un beaucoup plus grand nombre d'agents que ceux fusionnant effectivement et nous pensons notamment aux « deux jours comptables » qui pourraient être accordés aux 130 000 agents de la DGFIP. Dans un tel contexte, beaucoup d'hypothèses peuvent être échafaudées :

- soit l'immobilisme n'est que temporaire et il tient éventuellement au fait qu'Eric Woerth n'a pas pu encore trancher certains points (il devrait s'exprimer le 27 octobre devant les syndicats),
- soit il y a des problèmes de fond dans les opérations de restructuration et le gigantisme du chantier compromet déjà le calendrier d'exécution.

Quoi qu'il en soit, les agents ont besoin désormais d'autre chose que de messages se voulant rassurants mais qui –en définitive- ne font qu'augmenter les inquiétudes.

De plus, nous avons bien conscience qu'à la fin de la mise en place de la DGFIP, la Fonction Publique aura elle aussi tout tenté pour casser le « statut général ». L'Union SNUI-SUD Trésor refuse toute atteinte aux droits des agents. Comme elle continue de réclamer une forte augmentation des rémunérations, l'Union SNUI-SUD Trésor revendique aussi le maintien de « statuts particuliers » pour les agents dans la future DGFIP.

L'Union SNUI-SUD Trésor fera du groupe de travail du 20 octobre, consacré aux SIP, un test.

Il faudra ce jour-là que l'administration dévoile franchement ses options et ses difficultés, mais qu'elle accepte en même temps de prendre en compte de nombreux correctifs déjà exprimés par les militants locaux de l'Union SNUI-SUD Trésor.

Paris, le 14 octobre 2008